



COMMUNIQUÉ
Pour diffusion immédiate

Le rapport « Les interpellations policières à la lumière des identités racisées des personnes interpellées »

Le caractère systémique du profilage racial et social doit être reconnu

Montréal, le 7 octobre 2019 – La Ligue des droits et libertés prend acte du rapport portant sur « Les interpellations policières à la lumière des identités racisées des personnes interpellées » présenté aux médias aujourd'hui. La LDL reçoit positivement les recommandations formulées par les chercheurs, mais souhaite par ailleurs que la Commission de la sécurité publique tienne une séance publique portant sur l'ensemble du rapport.

« Le rapport confirme l'existence de discrimination raciale systémique au sein du SPVM qui affecte les communautés racisées et autochtones. Ce constat appelle à nouveau la Ville de Montréal et le SPVM à reconnaître publiquement l'existence de pratiques systémiques de profilage racial. Cette reconnaissance est un premier pas nécessaire qui mènera, nous l'espérons, à des changements de fonds quant à ces pratiques » déclare Lynda Khelil, porte-parole de la LDL.

« La LDL demande que le rapport fasse l'objet d'une séance publique de la Commission de la sécurité publique, au cours du mois d'octobre, afin que les chercheurs puissent répondre aux questions que soulève leur travail et afin que le SPVM explique concrètement comment il mettra en œuvre les recommandations du rapport », poursuit Lynda Khelil.

La LDL entend étudier plus en détail le rapport rendu public aujourd'hui et intervenir ultérieurement auprès des autorités politiques responsables qui ont à rendre compte des pratiques policières.

À propos de la Ligue des droits et libertés

La LDL est un organisme sans but lucratif, indépendant et non partisan, issu de la société civile québécoise et affilié à la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH). Depuis plus de 50 ans, elle milite en faveur de la défense et de la promotion de tous les droits humains reconnus par la Charte internationale des droits de l'homme.

-30-

Pour informations et entrevues :

Elisabeth Dupuis, responsable des communications
514-715-7727